

DISPARITIONS

Constantin Caramanlis

L'artisan du retour à la démocratie en Grèce et de l'adhésion de celle-ci à la CEE

L'ANCIEN chef de l'Etat grec Constantin Caramanlis est mort dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 avril, d'un arrêt cardiaque, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Elu douze fois député, ministre pendant huit ans, premier ministre pendant quatorze ans et deux fois président de la République, après le retour de la démocratie auquel il apporta une contribution essentielle, Constantin Caramanlis a dominé la vie politique de son pays pendant cinquante ans.

Grand et droit, fier et solitaire, Constantin Caramanlis était le fils d'un instituteur d'origine paysanne et l'aîné d'une famille de sept enfants. Né le 8 mars 1907, dans le petit village de Protî près de Serres, dans une Macédoine qui subit encore le joug ottoman, il grandit dans un climat de guerre, de résistance contre le Turc ou le Bulgare. Il commence à Serres ses études secondaires, qu'il achève à Athènes, avant d'entrer à la faculté de droit. En 1931, il ouvre un cabinet d'avocat à Serres.

Membre du Parti populiste (conservateur), Caramanlis est élu député en 1935. Le coup d'Etat de Ioannis Metaxas, en 1936, le renvoie à son étude de Serres. Il se réveille à Athènes en 1941 alors que la Macédoine est occupée par les Bulgares. Il rejoindra ensuite les forces grecques en exil au Moyen-Orient et en Egypte. Il revient à Athènes en 1944 et retrouve, en mars 1946, son siège de député de Serres alors que la guerre civile entre communistes et gouvernementaux va déchirer le pays pendant trois ans. Il est nommé, en janvier 1947, ministre du travail. Il occupera ensuite les portefeuilles des transports publics puis de l'Assistance publique, de la défense nationale. Sa réussite et la mort du maréchal Papagos, chef du gouvernement, poussent le roi Paul à le nommer, en octobre 1955, premier

ministre. Il dirige le pays pendant huit ans, mettant un terme à l'instabilité politique. Il fonde en 1956 l'Union nationale radicale (ERE), qui dominera la Grèce pendant toute cette période.

Les séquelles de la guerre civile sont toujours présentes. La gauche, laminée par la débâcle communiste de 1949, s'est relevée et accuse Caramanlis d'avoir faussé les élections d'octobre 1961. L'assassinat du député de l'EDA (Gauche démocratique) Grigorios Lambrakis (l'« affaire Z » portée à l'écran par Costa Gavras), à Salonique, en mai 1963, par des éléments liés à des cercles paramilitaires porte un coup sévère à l'image de Caramanlis. Amer, il a rejeté les accusations, les imputant au « déchainement des passions » politiques et à la « falsification de l'Histoire ».

TRAVERSÉE DU DÉSERT

Le retour en force de la gauche tend les relations de Caramanlis avec le Palais. Après des démêlés avec la reine Frederika, qui exerçait une grande influence auprès du roi, Caramanlis démissionne le 11 juin 1963. Cinq mois plus tard, l'Union du centre, de Georges Papandréou, remporte les élections. Il estime alors qu'on a « rendu impossibles les conditions nécessaires préalables pour réaliser ce qui doit être fait pour le pays ». Il décide, le 9 décembre 1963, de quitter la Grèce « au lieu de composer avec sa conscience ». Il s'exile volontairement à Paris, car il y a « des amis et aussi parce que, comme tous les Grecs, il se sent très proche de la France ».

La traversée du désert dure dix ans, sept mois et quinze jours. La Grèce a sombré dans les troubles qui déboucheront sur le putsch militaire du 21 avril 1967. Les « colonels » resteront au pouvoir jusqu'au désastre de Chypre, occupée

par les troupes turques au cours de l'été 1974. A Paris, Caramanlis a changé. Il devient l'homme du recours que les généraux d'Athènes appellent pour sortir de l'impasse. C'est le retour triomphal le 24 juillet 1974. Arrivé en pleine nuit à bord d'un avion affrété spécialement par le président Valéry Giscard d'Estaing, Caramanlis déclare : « Il y a dans la vie des nations des désastres qui peuvent devenir le point de départ d'une renaissance nationale. »

Il prend aussitôt la tête d'un gouvernement d'union nationale et rétablit la démocratie en moins d'un an. En quelques mois, il légalise le Parti communiste, souligne l'indépendance de son pays en se retirant de l'OTAN (jusqu'en 1980) en raison de l'invasion de Chypre par les Turcs, pour laquelle les alliés n'ont pas bronché. Il règle, en décembre 1974, la question du régime par référendum où près de 70 % des Grecs se prononcent pour la République contre la monarchie, fermant ainsi « une blessure qui déchirait la Grèce depuis soixante ans ». En juin 1975, il fait adopter une nouvelle Constitution. Tout est accompli sans heurt, l'armée rentre dans les casernes. On compare alors, en Grèce, Caramanlis à de Gaulle.

Il fonde la Nouvelle Démocratie, qui remporte les élections générales de 1974 et de 1977. Il demande, le 12 juin 1975, l'adhésion de la Grèce à la Communauté économique européenne « pour échapper à la fatalité des interventions étrangères » et assurer « la stabilité des institutions démocratiques ». La Grèce deviendra le dixième membre de la Communauté le 1^{er} janvier 1981. Ayant le sentiment d'avoir assuré le rétablissement de son pays et de l'avoir placé sur les rails de la démocratie, il quitte la tête du gouvernement et se fait élire président

de la République, le 6 mai 1980. Partisan de l'aïterance, il permet le passage sans problème du pouvoir aux socialistes du Pasok, d'Andréas Papandréou, le 18 octobre 1981. Pendant cinq ans, ses relations avec le bouillant leader socialiste seront exemplaires. Pourtant, le Pasok refuse au dernier moment de le soutenir pour un deuxième mandat en mars 1985.

UN « IMMENSE ASILE DE FOUS »

Aïgnî, il se retire de nouveau de la vie politique. Il s'enferme dans le silence de sa résidence de Politia, au nord d'Athènes, et refuse dès lors de « continuer à la perspective des évolutions qui se dessinent ». En 1989, alors que le pays se débat dans le vaste scandale politico-financier provoqué par le banquier-escroc Georges Koskotas qui amènera la chute des socialistes, Caramanlis compare la Grèce à un « immense asile de fous ».

Après la victoire de la Nouvelle Démocratie aux élections du 8 avril 1990, il accepte la proposition de Constantin Mitsotakis, le nouveau chef de la droite, de se présenter à l'élection présidentielle, pour redorer le blason de son pays ébranlé par le scandale et qui traverse une grave crise économique. Il est élu pour cinq ans, le 4 mai 1990, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Il ne cessera dès lors d'exhorter ses compatriotes, « inaptes à l'effort collectif » et « plus attachés à l'individu qu'au citoyen », à l'unité et à refuser les querelles intestines pour le bien du développement de la Grèce. Il se montrera, à ce propos, opposé à la comparution d'Andréas Papandréou devant une cour spéciale pour son rôle dans le scandale Koskotas, ce qui, selon lui, aurait porté ombrage à l'image de la Grèce à l'extérieur et envenimé les divisions intestines.

Didier Kunz